

Tribune

Perspectives de l'Afrique subsaharienne : un changement de cap s'impose

Par Antoinette M. SAYEH*

Libreville/Gabon

APRÈS une période prolongée de croissance économique solide, l'Afrique subsaharienne (AfSS) traverse une phase délicate. Le rythme d'expansion économique est tombé à 3,4 % en 2015.

C'est le niveau le plus bas depuis une quinzaine d'années. En outre, d'après nos projections, la croissance devrait se modérer davantage cette année pour se situer à 3 %, taux nettement inférieur aux près de 6 % de la dernière décennie, et à peine supérieur à celui de la croissance démographique. De fait, pour la première fois depuis la fin des années 1990, la croissance du PIB par habitant sera inférieure à 1 % pendant deux années consécutives.

Chocs multiples

Ce ralentissement s'explique par les retombées négatives de la chute des cours des matières premières sur certains des principaux pays et, plus récemment, par la sécheresse qui sévit en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Le net repli des prix des produits de base a gravement perturbé plusieurs des plus grands pays d'Afrique subsaharienne. Les cours du pétrole se sont certes légèrement redressés depuis le début de l'année, mais ils sont inférieurs de plus de 60 % aux maxima de 2013. Cela représente un choc sans précédent. De ce fait, des pays exportateurs de pétrole comme le Nigéria, l'Angola et la plupart des pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), restent aux prises avec une conjoncture économique particulièrement difficile.

D'après nos prévisions, la croissance devrait ralentir davantage dans les pays exportateurs de pétrole de la région pour se situer à 2,2 % en 2016, après avoir atteint pas moins de 6 % en 2014. Les pays exportateurs de matières premières hors énergie, tels que l'Afrique du Sud, le Ghana et la Zambie sont également frappés par la chute des cours des produits de base.

Par ailleurs, plusieurs pays d'Afrique australe et d'Afrique de l'Est souffrent d'une grave sécheresse qui menace la sécurité alimentaire de plusieurs mil-

lions de personnes. La croissance devrait en pâtir gravement dans un certain nombre de pays, dont l'Éthiopie, le Malawi et la Zambie. Plusieurs pays doivent également faire face à des tensions supplémentaires sur le plan budgétaire et sur celui des comptes extérieurs, en raison de l'augmentation des besoins d'aide humanitaire.

Plusieurs pays continuent d'afficher de bons résultats. Faut-il pour autant en conclure que la dynamique de croissance de la région s'est arrêtée ? Nous ne pensons pas que ce soit le cas. Et pour plusieurs raisons.

Beaucoup de pays continuent d'enregistrer une croissance robuste. Concrètement, la plupart des importateurs de pétrole s'en sortent généralement mieux, avec des taux de croissance dépassant 5 %, notamment en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Sénégal et dans beaucoup de pays à revenu intermédiaire.

Dans la plupart des cas, la croissance s'appuie sur les investissements dans l'infrastructure et la solidité de la consommation privée. Le repli des cours du pétrole a également profité à beaucoup de ces pays, encore que la chute des prix des autres produits de base et les dépréciations monétaires aient en partie compensé les gains.

Assombrés par des risques baissiers, l'environnement économique reste à court terme difficile pour de nombreux pays, mais les perspectives à moyen terme demeurent favorables. Les facteurs sous-jacents de croissance à l'œuvre au plan national durant la dernière décennie continuent de jouer en général. Plus particulièrement, l'amélioration sensible du climat des affaires et une évolution démographique favorable devraient se révéler propices à l'avenir.

Changer de cap pour assurer des perspectives favorables

Cependant, pour que ce considérable potentiel se réalise, un changement de cap décisif est impératif dans bien des cas. Celui-ci est particulièrement urgent pour deux groupes de pays, car leur riposte a jusqu'à présent été généralement insuffisante.

Face à la diminution rapide de leur marge de manœuvre budgétaire et de leurs réserves de change et aux contraintes de financement, les pays

exportateurs de matières premières devraient réagir de manière rapide et énergique au choc pour éviter tout ajustement désordonné. Pour les pays n'appartenant pas à une union monétaire, la flexibilité du taux de change — entre autres mesures macroéconomiques — devrait être la première ligne de défense. Comme les recettes provenant du secteur extractif vont vraisemblablement diminuer à long terme, un nombre important des pays concernés doivent aussi impérieusement maîtriser leur déficit budgétaire et doter le reste de l'économie d'une assiette fiscale viable. Dans leur travail de rééquilibrage, les pays doivent s'efforcer de préserver les dépenses sociales prioritaires et les investissements en capital propices à la croissance, notamment pour ne pas mettre en péril les objectifs de développement à plus long terme.

Étant donné le net durcissement des conditions de financement extérieur, les pays qui ont accès aux marchés financiers mondiaux et dont les déficits budgétaires et courants ont été élevés ces dernières années, devront eux aussi recalibrer leur politique budgétaire. Ce réajustement les aidera à reconstituer des marges de manœuvres limitées et à atténuer les facteurs de vulnérabilité au cas où la situation extérieure se dégra-



Photo : Michael Spiloto

Antoinette Sayeh, directrice du Département Afrique du FMI.

derait davantage.

Le moment est venu de changer de cap pour relever les défis de l'heure et pérenniser les acquis enregistrés par l'AfSS durant les 15 dernières années. Les mesures nécessaires risquent de provoquer un ralentissement de la croissance à court terme, mais elles permettront d'éviter un ajustement plus coûteux et désordonné. Nous sommes persuadés que les pays de la région seront à même de tirer pleinement parti du potentiel dont ils disposent.

Directrice, Département Afrique (FMI)



AVIS DE REPORT

Appel d'offres N°ASECNA/DGDI/DGDIM/1605/2016

L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) porte à la connaissance des entreprises intéressées par l'Appel d'Offres relatif aux travaux de construction de la tour radar de l'aéroport international Léon M'BA de Libreville au GABON que :

- La remise des offres au Département Ingénierie et Prospective (ASECNA) sis à l'aéroport Léopold Sédar Senghor, BP 8163 Dakar – Yoff, Sénégal, Téléphone : +221 33 869 51 25, initialement fixée au 12 avril 2016 à 12 heures, heure locale (GMT), est reportée au 26 mai 2016 à 12 heures, heure locale (GMT) ;
- L'ouverture des plis en séance publique devant les soumissionnaires (ou leurs représentants) qui le désirent initialement fixée au 12 avril 2016 à 13 heures, heure locale (GMT), est reportée au 26 mai 2016 à 13 heures, heure locale (GMT)
- Le reste de l'appel d'offres demeure inchangé.

Le Directeur Général

Investissements

Afreximbank veut lever 1800 milliards de francs en 2016

FA

Libreville/Gabon(Source: Reuters)

AFREXIMBANK veut lever trois milliards de dollars en 2016 (1800 milliards fca), a indiqué mardi 3 mai, Benedict Okey Oramah, le président de l'institution financière panafricaine de financement du commerce intra et

extra-africain.

« Nous nous apprêtons à émettre un eurobond très bientôt. Nous irons également sur le marché des prêts syndiqués et nous sommes préparés à émettre des obligations sur les marchés régionaux, de manière à ce que nous puissions financer des activités en devises nationales », a indiqué le responsable nigérian, cité par Reuters. Le montant visé par cha-

cune de ces différentes sources de financement n'a pas été précisé, l'émission d'un premier eurobond devant cependant intervenir avant la fin du premier semestre 2016. En ce qui concerne les obligations levées sur les marchés régionaux africains, elles ne dépasseront pas un montant cumulé de 200 millions de dollars et seront émises a priori au dernier trimestre de cette année.